Publication de la  société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX
DES PEUPLES DE L'EUROPE ORIENTALE,
PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . . 10 c.

Pour Paris :
Trois mois. . . . . 1 fr. 25
Six mois. 2 50
Un an. . . . . 5 »

Pour la province et l'étranger :
Trois mois. . . . . 2 fr. 50 c.
Six mois. 5
Un an. 10

Annonces et Insertions : 50 centimes la ligne.

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques, adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

5e Année. — Numéro 23. — 9 juin 1850.

Des résultats de la politique allemande.

L'unité allemande est décidément en voie de se former, et cela, par une anomalie étrange, sous les auspices même de la Russie; mais à condition que l'Autriche en sera exclue. L'antagonisme entre l'Autriche et la Prusse aboutissant à une séparation complète, l'unité se fondant sur le démembrement de la nationalité : voilà un des premiers résultats de la politique allemande.

Or, cette Allemagne restreinte, qui vient de sortir de la diète d'Erfurt et du congrès des princes à Berlin, cette Allemagne impuissante et suppliante n'a d'autre garantie que la bonne volonté du tsar, qui d'un signe pourrait la faire rentrer dans le néant. Or, le pouvant, n'usera-t-il pas de son pouvoir, dès qu'il trouvera le temps opportun; et ne sera-ce pas à la grande satisfaction des nombreuses races que l'Allemagne opprime? Un si mince résultat d'efforts si gigantesques, cette totale stérilité politique des *Schvabi*, d'où vient-elle, si ce n'est de leur obstination à conserver à l'intérieur leur organisation de peuple conquérant, pour mieux pouvoir, comme ils disent, aller porter en Orient et en Slavie la civilisation? Civiliser en les subjuguant, les *barbares* orientaux, c'est-à-dire les Slaves, tel est le premier et le dernier mot de toute politique allemande.

Voilà pourquoi les rêveurs de la Germanie ne cessent de prêcher, à tout venant, la coalition avec la Turquie, quoique *barbare*, afin de réussir ainsi à mieux étouffer le slavisme. « Par là, écrit l'*Ost-deutsche post*, on ouvrirait à la civilisation allemande un large chemin vers l'Orient.... C'est surtout à l'Autriche qu'il appartient de conclure avec la Porte cette alliance, source féconde de richesses pour tous les Allemands de quelque état qu'ils soient. » — « Faut-il, répond la *Süd-Slawische zeitung*, commenter cette sublime idée? faut-il montrer les fruits de la civilisation allemande en Orient : la flotte germanique aux Dardanelles, un élu du cabinet de Vienne proclamé grand mufti à Constantinople, le pacha Iochmus, à la tête d'un corps d'observation, menaçant la frontière russe et la barbarie slave; enfin Abdul-Medjid ayant une voix *in pleno*, comme le roi de Bavière, au congrès des *Augustes* à Francfort? Voilà certes des résultats imposants de la politique sentimentale allemande; et il est bien regrettable qu'Abdul-Medjid ne soit pas encore en état de les comprendre. »

Ce qui prouve quelle vive sympathie les esprits lunatiques d'Allemagne éprouvent pour le croissant, c'est la faveur que rencontre auprès d'eux, en dépit du ridicule dont il est couvert, l'extravagant projet des colonies allemandes en Asie-Mineure, par le voyageur et professeur Ludwig Rosz de Halle. Pourtant en sa qualité d'apôtre errant de la civilisation allemande, M. Rosz doit savoir par expérience ce qu'on pense des Schvabi dans tout l'Orient slave et turc : il n'ignore pas qu'ils y sont traités avec tout autant de défiance et de dédain, qu'ils peuvent l'être, ce qui n'est pas peu dire, en France et en Amérique. La répugnance de tous ces peuples pour le germanisme est telle que, sans excepter même les Polonais, tous paraissent fortement décidés à se jeter, s'il le faut, dans la barbarie et la servitude sous l'autocrate, plutôt que d'accepter la prétendue liberté civilisée que leur apporte l'Allemagne. Une preuve lugubre du fait que nous avançons, c'est l'effrayant progrès de l'étude de la langue russe parmi tous les Slaves, et le succès croissant qu'obtiennent ceux des journaux tchekhs et iugo-slaves, qui, ayant pris comme thème la nécessité d'une

langue littéraire unique pour toutes les nationalités slaves, trouvent naturellement que le russe, idiome du peuple le plus nombreux et le plus puissant, a droit à la préférence.

Ainsi, la résolution d'adopter le russe plutôt que l'allemand, comme langue des livres, résolution arrêtée, effective, et plus facile qu'on ne pense à réaliser; et qui, si le germanisme persiste dans ses prétentions, amènera plus tard tous Slaves à se fondre spontanément dans la Russie; voilà le dernier et le suprême résultat de la politique allemande.

Études sur la Russie,

PAR UN RÉSIDENT.

On a déjà beaucoup écrit sur la Russie, et on s'en occupe chaque jour davantage; car il n'y a plus moyen de mettre en doute l'immensité de ses ressources et le poids de son énorme influence dans toutes les grandes questions européennes. Les uns croient conjurer le danger, en demandant la paix à tout prix, en faisant de viles concessions ou des pas rétrogrades; les autres, en prêchant la guerre, en menaçant la Russie de la mettre au ban de l'humanité, de lui enlever toute action à l'extérieur, et de lui faire faire banqueroute si elle ose pousser plus loin ses plans d'envahissement. Mais les uns et les autres se repaissent d'illusion; car les uns comme les autres ne connaissent point la Russie, et ne savent pas faire une différence entre l'esprit du gouvernement et celui de la nation russe.

Le gouvernement russe ne se laisse point apaiser par des concessions; il en est insatiable, car il lui en faut obtenir sans cesse de nouvelles, de la part des autres gouvernements, pour maintenir à l'intérieur son prestige. Mais aussi ces concessions sont tout ce que le gouvernement russe demande: ses déploiements de forces ne sont que de pures menaces, nécessaires pour maintenir et relever sa considération au dedans et au dehors.

Le gouvernement russe ne songe pas à prendre un pouce de terrain à l'Occident; car il ne pourrait s'enrichir aux dépens de ceux qui meurent eux-mêmes de faim; et il sait parfaitement qu'une conquête à l'Occident ne ferait, par la contagion des idées, que gâter ses instruments, ses dociles sujets. Le tsar n'exige donc de ce côté que des concessions, des humiliations croissantes, mais qui ne servent en rien à ceux qui les subissent. De quoi a servi en effet à l'Europe de sacrifier la Pologne aux cupidités moscovites ? Qu'a-t-on gagné à laisser le tsar rétablir à sa manière l'ordre dans les provinces danubiennes? Nous lui avons permis d'anéantir la Hongrie; les soldats de Nicolas y sont allés à contre-cœur, mais la chose a été faite. Or qu'avons-nous obtenu par-là? Rien, que d'agrandir et de fortifier l'autocratie à l'intérieur; car le chef du gouvernement, qui est en même temps le chef de l'Église russe, est de nouveau aux yeux de ses sujets le seul et unique représentant de Dieu sur la terre, celui auquel, d'après leur manière de voir, non-seulement eux, ses sujets, mais encore toute l'humanité doit se soumettre sans condition. Il serait trop long de parler ici de l'organisation de l'Église russe; il suffira de dire que la place que la famille du souverain a peu à peu envahie dans toutes les cérémonies religieuses est telle, qu'il y est plus souvent question du tsar et des grands princes et grandes princesses, que du Christ et des saints.

Aussi s'apercevant que, par suite de sa mauvaise administration civile, le clergé seul est en état de le rendre populaire et de perpétuer son absolutisme, le gouvernement a bien soin de flatter et de favoriser son clergé aux dépens de toutes les autres religions de son empire; il en augmente le nombre bien au-dessus de la proportion nécessaire à la population. Car ce ne sont point des prêtres, mais bien des instruments politiques, dont il s'assure le concours, en leur faisant accroire qu'il leur donnera des places lucratives dans toute l'Europe infidèle. qui se convertira, par la force de leurs prières et des canons du tsar, à la seule véritable religion, qui est celle de la Russie.

Voilà pourquoi toute nation qui fait la guerre ou qui ne se soumet pas aux exigences du gouvernement russe, est envisagée comme rebelle; toute guerre que l'empereur entreprend est aux yeux de son peuple une guerre sainte. Ainsi ce qui contribue le plus à élever cette puissance au-dessus de toutes les autres, ce sont les complaisances dont on use envers elle; ce sont les flatteries que l'Europe lui adresse au détriment de ses propres intérêts, et de ceux d'une nation de 50 millions, chez laquelle, par notre lâcheté et notre manque de force morale, nous enracinons l'idolâtrie. Il est triste et honteux de voir que nous avons fait tout cela, uniquement pour augmenter le comfort d'un seul homme, qui, trouvant dans ses vastes palais les délices de tous les climats réunis, commandant en quelque sorte aux hommes et à la nature, se croit, peut-être même sincèrement, le Dieu de la terre. Mais si par notre conduite, par le manque de résistance franche et convenable à des hommes libres, nous avons amené Nicolas à cet état de folie et de foi en lui-même, il n'en est malheureusement résulté qu'un accroissement de force morale pour son empire. Il nous paraît clairement démontré qu'à force de concessions, il est impossible d'amener le gouvernement russe, dans sa position politique et religieuse actuelle, à devenir l'ami ou l'allié de personne; car il ne peut envisager les autres gouvernements que comme des vassaux ou des rebelles, que dans sa miséricorde il laisse vivre encore jusqu'à un certain temps.

Si maintenant nous passons à ceux des publicistes qui demandent la guerre contre la Russie, nous verrons qu'eux aussi ils ne font qu'ajouter à la force de leur ennemi. Car ils ne veulent point faire de différence entre le gouvernement et la nation, et par-là ils offensent l'esprit national. Ce n'est pas seulement le cabinet russe qu'on met au ban de l'humanité, c'est encore la pauvre nation russe, cette victime du despotisme de Nicolas, que nous poursuivons de nos pamphlets. En la blessant dans son sentiment de nationalité, nous sommes parvenus à ce résultat qu'un Russe est reçu partout comme un barbare : revenu dans son pays, le cœur gros de haine contre le monde civilisé, et n'ayant pas

d'autre moyen de se venger des affronts qu'il a subis, il se rattache avec d'autant plus de force à son gouvernement, qui ne cesse de le bercer de l'espoir d'une domination universelle en Europe.

Si maintenant nous passons à l'examen des forces et des ressources matérielles du gouvernement russe, nous trouverons encore que sa force matérielle à l'extérieur est aussi supérieure à celle de tous les autres gouvernements que sa force morale l'est à l'intérieur. Le souverain russe n'a point de contrepoids. Il n'a ni parlement, ni ministres à consulter, sa volonté suffit, le sujet s'y soumet avec résignation comme à la volonté de Dieu; mais avec la différence que ce Dieu terrestre est impitoyable, qu'il se fait obéir et châtie immédiatement. L'organisation civile de la Russie est sans doute très-défectueuse, mais comme nous l'avons vu, celle du clergé y supplée. Les finances sont aussi très-mal administrées; le gouvernement est volé par ses employés, mais il s'en dédommage amplement en s'emparant de la fortune de ses sujets par de nombreuses confiscations et autres vols du même genre. En Russie, d'ailleurs, il est admis comme règle générale que le gouvernement ne peut jamais perdre. Si Pierre a volé, Paul paie pour lui, mais le fisc ne perd rien! En outre, tout l'argent du pays est à la merci de l'administration qui, mettant continuellement en circulation différentes espèces de papier, ne reçoit pas toujours ces mêmes papiers en paiement pour les impôts, et exige souvent du numéraire. Tantôt c'est un genre de papiers, tantôt c'en est un autre qu'on daigne recevoir dans les caisses de l'Etat; quelquefois on n'en veut pas du tout. Ce même système est suivi dans les paiements que fait le gouvernement; on vous donne du papier quand vous voulez de l'or, et quelquefois aussi on vous donne de l'or, de l'argent ou du cuivre, quand vous voudrez du papier. Toutes ces boutades ont un but sérieux; le gouvernement a su, par ces habiles caprices, habituer ses sujets à être dociles, et à prendre indifféremment et avec la même confiance, tout ce qui porte le timbre gouvernemental. Aussi, malgré la triste expérience de la baisse des papiers de Catherine, qui, étant tombés au quart de leur valeur, ne se sont jamais relevés depuis, le gouvernement, à force de ruse, d'audace et de despotisme, est-il parvenu à faire craindre davantage un paiement en gros roubles d'argent ou en cuivre qu'en assignats.

Les finances sont dans un gaspillage complet. Personne ne sait combien il y a de métal en réserve et de papiers en circulation; mais c'est justement cette mauvaise organisation et cette habitude de l'abus, qui fait la force du gouvernement russe et sa supériorité sur les autres puissances. Car, non-seulement il a dans sa main et tient sous sa clef toute la réserve métallique qu'il est parvenu à retirer au pays, sans que ses habitants s'en soient aperçus; réserve plus considérable que tout ce que les autres gouvernements pourraient réunir en cas urgent; mais encore, même après avoir dépensé la réserve enfouie dans la citadelle de Saint-Pétersbourg, l'empereur peut ordonner soudain une levée d'impôts et qu'ils soient payés en numéraire seulement; il peut ordonner que le pays fournisse à crédit toutes les provisions de guerre, comme la chose fut faite en 1812 et 1849; et de nouveau il aura de l'argent et des provisions. Car le Russe professe une foi religieuse et une obéissance aveugle à son souverain; et ce dernier tâche aussi d'être reconnaissant en récompensant ces sacrifices par des places lucratives dans les pays conquis, et par des confiscations sur les vaincus au profit des vainqueurs, comme il a su le faire après la guerre de Pologne.

Un Russe a non-seulement la volonté de donner à son gouvernement tout son argent, mais ils se croit encore sûr d'être remboursé un jour, par les dépouilles de quelque nation étrangère; il laisse donc tranquillement accroître les intérêts des intérêts, et il est à même de le faire: car un Russe n'est pas dans la même position qu'un de nous, qui mourrait de faim sans revenu; ses besoins à lui sont petits, il peut et sait vivre avec les productions du pays; et par suite de ses besoins presque nuls, et de l'exportation des produits du pays toujours plus considérables que l'importation, la balance est chaque année en sa faveur. C'est la raison pour laquelle en Russie il s'est petit à petit accumulé d'immenses capitaux en numéraire, dont on ne soupçonne pas l'existence; car ils se trouvent dans les mains des paysans, de cette classe agricole, la plus nombreuse, la moins éclairée, mais aussi la plus religieuse et la plus dévouée au souverain. Les paysans russes sont riches, il y en a beaucoup qui ont des milliers de roubles en or et en argent enterrés dans leur jardin, sans pour cela agrandir leur dépense ni leur manière de vivre. Leurs laines, leurs chanvre et leur lin sont tissés à la maison par la famille et leur servent de vêtements. Leur blé et leur bétail les nourrissent; et de l'un comme de l'autre il leur reste toujours de quoi vendre à l'étranger; et du produit de ces ventes ils augmentent incessamment leur trésor, qu'il n'osent ni montrer ni dépenser, de crainte d'en être dépouillés par les seigneurs ou leurs employés.

De cette manière le gouvernement peut faire doubler l'impôt personnel sur la classe la plus nombreuse de la population, et il est sûr d'être payé exactement: car ce n'est point l'individu qui paie; c'est la commune; et il suffit qu'il y ait dans la commune quelques paysans riches, pour que les ordres du gouvernement soient exécutés. Car c'est la commune qu'on punit; à défaut de paiement on lui prend bétail et provisions, et c'est en somme toujours les riches qui souffrent pour les autres. Les capitaux qui se trouvent de cette manière enfouis en Russie, ne peuvent sans doute, être comparés à ceux de l'Angleterre; mais est-ce la quantité de capitaux qui fait la richesse et la force d'un pays? En Angleterre, malgré la quantité de capitaux, on meurt de faim; et malgré cette richesse le gouvernement pourrait difficilement augmenter les impôts. La vraie richesse c'est l'harmonie entre les besoins et les moyens de les satisfaire: Or, en Russie, non-seulement il y a harmonie, mais encore augmentation incessante de richesse: car on trouve dans les ports russes toujours à acheter des papiers sur Londres

ou sur Paris, tandis que nous en trouvons difficilement chez nous sur Pétersbourg ou sur Odessa : cela prouve évidemment qu'il entre en Russie plus d'argent qu'il n'en sort, et que ce pays devient tous les jours plus riche.

Nous ne prétendons pas pour cela que la production d'un homme libre soit plus grande que celle d'un esclave, ni que la liberté ne doive à la longue l'emporter sur le despotisme. Ce qui le prouve, c'est la prospérité et le prodigieux accroissement de l'Amérique du Nord. Nous objecterons seulement qu'à mesure que la production d'un Américain augmente, ses besoins et sa consommation augmentent aussi, et qu'alors il nous fait participer à sa richesse en achetant les produits de nos manufactures; au lieu que l'esclave russe, augmentant sa production par les machines et les améliorations de la main-d'œuvre, reste stationnaire quant à sa consommation; ses besoins demeurent les mêmes. Par conséquent notre argent, payé à la Russie, ne revient plus au monde civilisé, si ce n'est par ceux qui se vendent au gouvernement russe, ajoutant ainsi à notre honte et à notre misère. —

Tout n'est pourtant pas encore désespéré. Heureusement il y a chez les Russes un sentiment national exalté. Déjà sous Pierre le Grand ce sentiment fut froissé par les innovations du réformateur, et blessé toujours davantage par les successeurs de Pierre, qui ne cessèrent d'employer une quantité d'étrangers dans l'administration du pays et d'introduire à la cour des habitudes exotiques. Nicolas a vainement essayé de se réhabiliter sous ce rapport. Après s'être vu obligé de dompter à Pétersbourg des émeutes contre l'influence allemande, il a eu plusieurs fois l'occasion d'entendre crier à ses oreilles qu'il est lui-même un Allemand, et par conséquent un faux empereur et un faux dieu.

Aussi Nicolas fait-il son possible pour paraître éminemment Russe aux yeux de ses sujets. Il a éloigné une quantité d'Allemands de son entourage; il a introduit à la cour des costumes nationaux; souvent il se sert en public d'expressions vulgaires, mais aimées du peuple, et il ne cesse de jouer la comédie sous des rôles toujours nouveaux. Cependant la vérité manque à l'acteur. Nicolas, élevé avec les princes de Prusse, marié à leur sœur, a bien plus de sympathie pour les mœurs de l'Allemagne que pour celles des Moscovites; et pardessus tout il se soucie bien davantage de son pouvoir et de celui de ses enfants que du développement de la Russie et des autres pays slaves. C'est pourquoi ses concessions forcées à l'esprit national, n'ont fait qu'exalter l'espérance chez tous les Slaves, opprimés aujourd'hui par les Allemands. Plus Nicolas s'efforce de paraître un bon Russe, plus il se trouve débordé par le sentiment national de son peuple.

Forces croissantes du parti fédéraliste en Autriche.

ANDRIANI ET PALACKY.

L'édifice de la centralisation se démolit pierre par pierre en Autriche. Hier c'étaient la voïevodie Serbe et la Croatie qui sortaient à moitié victorieuses de leur lutte contre l'absorption par la bureaucratie centrale. Aujourd'hui c'est la Hongrie qui ressaisit déjà une partie de ses institutions nationales, en attendant qu'on lui restitue les autres. Demain ce seront les conservateurs italiens qui se lèveront à leur tour contre le cabinet de Vienne. L'un des plus distingué d'entr'eux, M. Andriani de Gorice, vient de leur donner une sorte de signal par sa nouvelle brochure sur cette question brûlante de l'avenir de l'Autriche.

M. Andriani s'associe pleinement dans son livre aux fédéralistes slaves. Il n'est donc pas sans importance de comparer le dernier manifeste des conservateurs tchekhs, signé de François Palacky, avec le nouveau manifeste italien, signé d'Andriani. On verra combien ils sont identiques, et que l'esprit vraiment conservateur est plus que jamais inséparable de l'esprit régénérateur.

A l'exemple de Palacky, M. Andriani prend pour point de départ la constitution du 4 mars; et au lieu d'en déduire des conséquences de centralisation, il en voit au contraire sortir logiquement pour l'empire des Habsbourg tout un système fédératif. Pour que ce système devint une vérité, il suffirait d'en tirer loyalement certaines conséquences, retenues jusqu'à présent captives dans la conscience mal éclairée du législateur. Avant tout il s'agit de restituer aux diétines provinciales certaines attributions, inhérentes à leur droit d'existence, et que l'on a machiavéliquement déférées au pouvoir central. Il est étonnant de voir à quel point Andriani s'accorde avec Palacky au sujet de ces restitutions : « Chaque groupe de Kronlands constituant une nationalité à part, devrait, écrit ce dernier, avoir pour chef un ministre, qui, tout en étant le collègne des ministres impériaux, résiderait non pas à Vienne, mais dans la capitale nationale des Kronlands de sa circonscription. De pareils ministres pourraient être au nombre de sept dans tout l'empire, c'est-à-dire un allemand, un italien, un maghyar, un roumain, et trois slaves pour les trois nationalités, tchekho-slave, iugo-slave et rutheno-polonaise. Auprès de ces ministres devraient siéger autant de diétines et de cours de cassation. »

M. Andriani substitue seulement ici au nom et au titre de ministre de Kronland celui de gouverneur ou de vicaire de l'empereur. Ce gouverneur doit être responsable de son administration, à la fois devant l'empereur et devant la diète particulière du Kronland, qui a le droit de le mettre en accusation, et de le citer par devant le tribunal suprême et international de l'empire. Or, en pareil cas, il doit être interdit au ministère central d'essayer de le justifier. « En résumé, écrit Andriani en finissant son livre, la centralisation pour l'Autriche est anti-historique, est révolutionnaire. Si elle réussissait, elle n'enfanterait pas le patriotisme autrichien que l'on espère obtenir, mais un indifférentisme politique universel. Chacun s'accoutumerait à regarder l'État comme quelque chose d'étranger, et d'imposé par la force. Si au contraire la centralisation échouait, cet essai manqué dissoudrait moralement l'empire. » Rien de plus vrai que ces paroles. Pour l'Autriche la fédération était la vie, la centralisation est la mort.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre; — Imp. PILLOY frères et comp., boulevard Pigale, 48.